

## HUNDRED AND THIRTY-EIGHTH MEETING

*Held at Lake Success, New York, on Tuesday,  
11 May 1948, at 10.30 a.m.*

*Chairman: Mr. T. F. TSIANG (China).*

### **24. Further consideration of the question of the future government of Palestine: appointment of Sub-Committee 10 (documents A/C.1/294, A/C.1/295 and A/C.1/296)**

The CHAIRMAN said that the business of the meeting arose from the letter from the President of the General Assembly dated 6 May 1948 (document A/C.1/293), concerning the city of Jerusalem.

Mr. SAYRE (United States of America) said that Jerusalem was a city which stood apart because of its unique religious position; it merited a special kind of treatment and it was natural that separate proposals should be made for it. Various proposals had been made in the Trusteeship Council. The representative of Australia had suggested<sup>1</sup> the adoption of a draft statute for Jerusalem and as an emergency measure, the bringing into force of such parts as were applicable. The representative of France had offered a suggestion for the creation of an international police force<sup>2</sup>. The United States delegation had proposed placing Jerusalem under a temporary trusteeship<sup>3</sup>, to maintain law and order. In the view of the United States delegation, this was the most practical and ready method of securing a basis of legality. While recognizing that the problem of Jerusalem interlocked with that of Palestine as a whole, he pointed out that time was running out and that if they were to do anything, separate consideration would be necessary. For that reason, he would like to propose the resolution contained in document A/C.1/294 which would establish a sub-committee composed of representatives of States members of the Trusteeship Council to examine further measures for the protection of the city of Jerusalem and its inhabitants and to bring before the First Committee as promptly as possible appropriate recommendations.

The time limit was the reason for framing the resolution in that way, otherwise the matter might have been referred to the Trusteeship Council and thence to a plenary meeting of the General Assembly which might feel that the matter should be brought before the First Committee again. The sub-committee should be set up

<sup>1</sup> See *Official Records of the Trusteeship Council*, First Year, Second Session, 42nd meeting.

<sup>2</sup> *Ibid.*, 37th meeting.

<sup>3</sup> *Ibid.*, 41st meeting.

## CENT-TRENTE-HUITIEME SEANCE

*Tenue à Lake Success, New-York, le mardi  
11 mai 1948, à 10 h. 30.*

*Président: M. T. F. TSIANG (Chine).*

### **24. Poursuite de l'examen de la question du gouvernement futur de la Palestine: désignation de la Sous-Commission 10 (documents A/C.1/294, A/C.1/295 et A/C.1/296)**

Le PRÉSIDENT déclare que l'objet de la séance est d'étudier le problème soulevé par la lettre du Président de l'Assemblée générale en date du 6 mai 1948 (document A/C.1/293) concernant la ville de Jérusalem.

M. SAYRE (Etats-Unis d'Amérique) déclare que l'importance exceptionnelle de Jérusalem au point de vue religieux met cette ville dans une situation toute particulière; elle doit se voir réserver un traitement spécial. Des propositions qui concernent Jérusalem ont été formulées et ce n'est que naturel. Nombre de ces propositions ont été soumises au Conseil de tutelle. Le représentant de l'Australie<sup>1</sup> a suggéré d'adopter un projet de statut pour Jérusalem; à titre de mesure d'urgence, il pensait que l'on pouvait mettre en vigueur, sans plus tarder, les parties de ce projet susceptibles de s'appliquer immédiatement. Le représentant de la France était en faveur de la création d'un corps de police international<sup>2</sup>. La délégation des Etats-Unis a proposé que, afin d'assurer le maintien de la paix et de l'ordre public, la ville de Jérusalem soit placée provisoirement sous tutelle<sup>3</sup>. Aux yeux de la délégation des Etats-Unis, c'était là le moyen le plus efficace et le plus rapide d'assurer le respect de la légalité. Tout en reconnaissant que le problème de Jérusalem est intimement lié au problème de la Palestine dans son ensemble, le Président souligne que le temps passe et que, si des mesures doivent être prises, il y a lieu d'examiner séparément ce qui peut être fait pour Jérusalem. Aussi propose-t-il à la Commission d'adopter la résolution contenue dans le document A/C.1/294 et qui prévoit l'établissement d'une sous-commission composée de représentants des Etats membres du Conseil de tutelle, sous-commission qui serait chargée d'examiner les nouvelles mesures qui peuvent être prises pour la protection de la ville de Jérusalem et des habitants et de faire le plus tôt possible, à la Première Commission, les recommandations qui s'imposent.

C'est en raison du manque de temps que la résolution est présentée sous cette forme. Dans d'autres circonstances, on aurait pu la renvoyer au Conseil de tutelle puis à une séance plénière de l'Assemblée générale; cette dernière aurait peut-être estimé que la question devrait être soumise de nouveau à la Première Commission.

<sup>1</sup> Voir les *Procès-verbaux officiels du Conseil de tutelle*, Première Année, Deuxième Session, 42ème séance.

<sup>2</sup> *Ibid.*, 37ème séance.

<sup>3</sup> *Ibid.*, 41ème séance.

at once to meet morning, noon and night and report back to the First Committee.

Mr. KATZ-SUCHY (Poland) said that three weeks previously the representative of France had submitted a motion regarding new and urgent measures on Jerusalem (document A/C.1/280). The Trusteeship Council had been asked to study the question and, in consultation with the Mandatory Power, to take suitable measures, but now the First Committee had been asked to consider the matter again. The resolution now proposed involved the same task as the previous one, and the composition of the sub-committee would be the same as that of the Trusteeship Council. This was a warning that the steps that were being taken were not in the right direction, and would save neither the city of Jerusalem nor its inhabitants.

The report of the Trusteeship Council (document A/544) and the resolution voted upon on 6 May<sup>1</sup> had been criticized by almost every delegation which had spoken in the Assembly. The resolution adopted was no step forward, and its only operative part had asked the Mandatory Power to appoint, before 15 May, a Special Municipal Commissioner for Jerusalem, who would be acceptable to both Jews and Arabs. That resolution had been passed in great haste, because the Assembly had been told<sup>2</sup> that the Commissioner had to be appointed before 9 May. The date seemed to him mysterious and no one knew why it had been chosen. It was now 11 May and the Mandatory Power was finding it extremely difficult to find a neutral person to undertake those functions. That resolution had proved to be a failure. He did not understand the use of the word "further" in the current proposal, because since the discussion had started, they had taken no measures for the protection of Jerusalem and its inhabitants.

The recommendation for a Special Commissioner made to the Mandatory Power had produced no result. He did not wish to comment on the French amendment (document A/546), at that time, nor had he done so previously, because it shared a common element with the United States proposal<sup>3</sup> made in the Trusteeship Council in that it by-passed the provisions in resolution 181(II) for the international status of Jerusalem. Now the United States representative said that time was short, but no one had

Il faudrait que la sous-commission soit créée sans tarder et siège le matin, l'après-midi et le soir afin de faire rapport le plus tôt possible à la Première Commission.

M. KATZ-SUCHY (Pologne) rappelle que, il y a trois semaines, le représentant de la France a soumis une motion ayant trait à de nouvelles mesures d'urgence à propos de Jérusalem (document A/C.1/280). Il a été demandé au Conseil de tutelle d'étudier la question et, après consultation avec la Puissance mandataire, de prendre les mesures qui s'imposent. Cependant, l'on demande maintenant à la Première Commission d'examiner de nouveau cette question. La tâche qu'assigne la nouvelle résolution ne diffère en rien de celle qui avait été assignée par la résolution précédente et la sous-commission serait composée de la même façon que le Conseil de tutelle. Cela indique clairement que les mesures que l'on est en train de prendre ne sont pas les bonnes et ne pourront pas préserver la ville de Jérusalem ni sauver ses habitants.

Le rapport du Conseil de tutelle (document A/544) et la résolution qui a été mise aux voix le 6 mai<sup>1</sup> ont fait l'objet de critiques de la part de presque toutes les délégations qui ont pris la parole à l'Assemblée. La résolution qui a été adoptée ne marque aucun progrès; elle ne contient qu'une disposition positive, celle qui demande à la Puissance mandataire de nommer avant le 15 mai pour la ville de Jérusalem un Commissaire municipal neutre dont les Arabes et les Juifs pourraient accepter la nomination. Cette résolution a été adoptée dans la plus grande hâte car l'Assemblée avait été informée<sup>2</sup> qu'il fallait nommer un Commissaire avant le 9 mai. La fixation de cette date est un mystère pour M. Katz-Suchy et personne, dit-il, ne sait pourquoi elle a été choisie. Nous sommes maintenant le 11 mai et la Puissance mandataire éprouve les plus grandes difficultés à trouver une personnalité neutre qui accepterait ces fonctions. Il est clair que cette résolution a abouti à un échec. M. Katz-Suchy ne comprend pas pourquoi l'on parle de "nouvelles" mesures dans la proposition qui vient d'être soumise puisque, depuis que la discussion a commencé, aucune mesure pour la protection de Jérusalem et de ses habitants n'a été prise.

La recommandation, faite à la Puissance mandataire, de nommer un Commissaire municipal spécial n'a donné aucun résultat. M. Katz-Suchy ne désire pas pour le moment s'abstenir, comme il l'a fait jusqu'ici, de tout commentaire sur l'amendement de la France (document A/546) parce que cet amendement, tout comme la proposition<sup>3</sup> des Etats-Unis faite au Conseil de tutelle, ne tient pas compte des dispositions de la résolution 181 (II) du 29 novembre relatives au statut international de Jérusalem. Le représentant

<sup>1</sup> See *Official Records of the second special session of the General Assembly*, Supplement No. 2, resolution 187 (S-2).

<sup>2</sup> See *Official Records of the Trusteeship Council*, First Year, Second Session, 46th meeting.

<sup>3</sup> *Ibid.*, 41st meeting.

<sup>1</sup> Voir les *Documents officiels de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale*, Supplément No 2, résolution 187 (S-2).

<sup>2</sup> Voir les *Procès-verbaux officiels du Conseil de tutelle*, Première Année, Deuxième Session, 46ème séance.

<sup>3</sup> *Ibid.*, 41ème séance.

thought of the passing of time when time had been available. The resolution of 29 November provided for practically everything that the majority of delegations had been trying to achieve for Jerusalem. It provided for a special regime and assigned an important role to the Trusteeship Council and the United Nations. Yet when the Australian representative in the Trusteeship Council had proposed putting the Jerusalem statute into effect, his proposal had been rejected. The Trusteeship Council, by that action, had abolished its own work, since, under the resolution of 29 November, it had five months in which to elaborate a statute of Jerusalem. The draft statute (document A/541) had been sent to the General Assembly and he asked whether, nonetheless, the Committee intended to set up a new body to work out fresh measures. He considered that the actions which had been taken in connexion with the French proposal (document A/C.1/280) had been designed not to protect Jerusalem, but to discard and, by implication, abolish the 29 November resolution. The question of responsibility need not be elaborated. In view of the failure of the Trusteeship Council to accomplish anything on the basis of the resolution of 26 April,<sup>1</sup> and to act on the already adopted draft statutes for Jerusalem, the delegation of Poland would oppose setting up any sub-committee. There should first be full discussion in the First Committee, as they could not afford to fail again and should prescribe the specific lines to be followed by the sub-committee. They could not risk having new and perhaps unsatisfactory proposals put before them after an unknown number of sub-committee meetings.

He had pointed out at the 134th plenary meeting that the action being taken was contrary to rules 81 and 82. The Committee was faced by the contradiction of a proposed amendment to an adopted resolution. In conclusion, he requested the Committee to start discussion of urgent measures to safeguard Jerusalem and pointed out that no real measures had been taken as yet. The General Assembly resolution of 6 May had outlived its purpose, since the Commissioner had not been appointed and the prescribed date had passed. The whole problem had been thrown back into the lap of the General Assembly and could be dealt with only by adopting some general line along which to proceed.

Sir Alexander CADOGAN (United Kingdom) referred to the proposal for the nomination by the British High Commissioner in Jerusalem of a Special Municipal Commissioner. It was true that 9 May had been set as a deadline because

des Etats-Unis dit maintenant que le temps presse, mais nul ne pensait au temps lorsque celui-ci ne manquait pas. La résolution du 29 novembre comportait pratiquement toutes les dispositions que la plupart des délégations ont essayé de faire adopter en ce qui concerne Jérusalem. Elle établissait un régime spécial et donnait un rôle important au Conseil de tutelle et à l'Organisation des Nations Unies. Pourtant, lorsque le représentant de l'Australie au Conseil de tutelle a proposé de mettre en vigueur le statut de Jérusalem, sa proposition a été repoussée. Le Conseil de tutelle, par cette mesure, a réduit à néant son propre travail, car la résolution du 29 novembre lui laissait cinq mois pour fixer les détails du statut de Jérusalem. Le projet de statut (document A/541) a été envoyé à l'Assemblée générale. Le représentant de la Pologne demande si la Commission a néanmoins l'intention d'établir un organe nouveau, chargé d'élaborer de nouvelles mesures. Il estime que les mesures auxquelles la proposition de la France (document A/C.1/280) a donné lieu ont pour but, non de protéger Jérusalem, mais bien de rendre sans objet, et indirectement d'annuler, la résolution du 29 novembre. Il est inutile d'insister sur la question des responsabilités. Comme le Conseil de tutelle n'est parvenu à prendre aucune mesure fondée sur la résolution du 26 avril<sup>1</sup> et qu'il n'a rien fait pour appliquer le projet de statut de Jérusalem antérieurement adopté, la délégation de la Pologne s'oppose à la constitution de toute sous-commission. La question doit d'abord faire l'objet d'une discussion pleine et entière à la Première Commission. Celle-ci ne peut se permettre un nouvel échec, elle doit indiquer les directives précises dont devra s'inspirer la sous-commission. Elle ne peut risquer de se voir soumettre des propositions nouvelles et peut-être insuffisantes, après que la sous-commission aurait tenu un nombre plus ou moins grand de séances.

Le représentant de la Pologne a souligné au cours de la 134<sup>ème</sup> séance plénière que les mesures prises sont contraires aux articles 81 et 82 du règlement intérieur. La Commission se trouve en présence de la contradiction que constitue une proposition d'amendement à une résolution déjà adoptée. En conclusion, il invite la Commission à aborder l'examen de mesures d'urgence nécessaires à la sauvegarde de Jérusalem et souligne qu'aucune mesure concrète n'a encore été prise. La résolution de l'Assemblée en date du 6 mai n'a plus de raison d'être, car le Commissaire n'a pas été nommé, et le délai prévu est déjà écoulé. Tout le problème a été renvoyé à nouveau à l'Assemblée générale, qui ne peut le résoudre qu'en adoptant des principes généraux d'action.

Sir Alexander CADOGAN (Royaume-Uni) revient sur la proposition demandant au Haut Commissaire britannique à Jérusalem de désigner un Commissaire municipal spécial. Il est exact qu'on avait fixé le 9 mai comme date limite,

<sup>1</sup> See *Official Records of the second special session of the General Assembly*, Supplement No. 2, resolution 185 (S-2).

<sup>1</sup> Voir les *Documents officiels de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale*, Supplément No 2, résolution 185 (S-2).

certain technical legal difficulties had been foreseen. However, these difficulties had now been overcome by various devices and it would be possible for the High Commissioner to make an appointment as long as he remained in Palestine. He emphasized the need for speed and said that he would support the United States proposal (document A/C.1/294) if it would avoid further delay.

Mr. KATZ-SUCHY (Poland) asked what devices had been used to overcome the legal difficulties which had made it necessary to appoint the Special Municipal Commissioner before 9 May.

Sir Alexander CADOGAN (United Kingdom) said that it had been thought that certain orders which would have to be issued and which would necessarily take some time would have to include the name of the Special Municipal Commissioner, but it had now been decided to leave the name blank.

Mr. KATZ-SUCHY (Poland) said that he recognized the legal difficulties of the Mandatory Power but pointed out that the date of 9 May had been used as one of the means to speed up the resolution although many delegates had considered it unsatisfactory.

Mr. EL KHOURI (Syria) said that he would not oppose the United States resolution as he wished to place no obstacle in the way of any measure to provide for the security of the Holy Places. He called attention again to the Christian groups in Jerusalem, who had lived in Palestine for a long time and had shown that they did not agree with the splitting of Palestine by the resolution of 29 November. He appreciated the enthusiasm of the representative of Poland in defending the security of the Holy City and hoped that it would soon be possible for pilgrims from Eastern Europe to be allowed to go on pilgrimage to the Holy Places.

Mr. RODRÍGUEZ FABREGAT (Uruguay) said that the questions before the Committee had been thoroughly threshed out at the 133rd plenary meeting of the General Assembly in which the representative of France had proposed an amendment (document A/546) to the resolution (document A/545) based on a report of the Trusteeship Council. He described the procedures followed by the Assembly in relation to this amendment and noted that the Assembly had been in a hurry, having been told that the entire matter must be solved before 15 May and that precise point before 9 May 1948.

He had pointed out at the 131st meeting that the Assembly was working under spur of a deadline and had stated that it did not appear to be just to demand, in such a limited time, from the present session of the General Assembly, results that had not been accomplished in the five months since the resolution of 29 November 1947.

parce qu'on prévoyait certaines difficultés d'ordre juridique. Toutefois, ces difficultés ont pu être surmontées par des moyens divers, et le Haut Commissaire est maintenant à même de procéder, avant l'expiration de son mandat, à la nomination demandée. Le représentant du Royaume-Uni souligne qu'il faut faire vite et déclare qu'il appuiera la proposition des États-Unis (document A/C.1/294) si de nouveaux retards peuvent être ainsi évités.

M. KATZ-SUCHY (Pologne) demande quels sont les moyens dont on s'est servi pour surmonter les difficultés juridiques qui rendaient nécessaire de nommer le Commissaire municipal spécial avant le 9 mai.

Sir Alexander CADOGAN (Royaume-Uni) répond qu'on avait pensé que certaines ordonnances dont la publication était indispensable, et dont la rédaction aurait forcément demandé quelque temps, devaient faire mention du nom du Commissaire municipal spécial; or, on a maintenant décidé de laisser ce nom en blanc.

M. KATZ-SUCHY (Pologne) reconnaît les difficultés juridiques auxquelles se heurte la Puissance mandataire, mais il souligne qu'on s'est servi de la date du 9 mai comme d'un argument pour faire adopter rapidement la résolution, alors que beaucoup de représentants la jugeaient peu satisfaisante.

M. EL-KHOURI (Syrie) ne s'opposera pas à la résolution des États-Unis, car il ne veut gêner l'adoption d'aucune mesure destinée à assurer la sécurité des Lieux saints. Il attire à nouveau l'attention de la Commission sur les chrétiens de Jérusalem, qui vivent en Palestine depuis longtemps et qui ont indiqué qu'ils n'étaient pas d'accord avec le partage de la Palestine que prévoyait la résolution du 29 novembre. Il est reconnaissant de l'ardeur avec laquelle le représentant de la Pologne défend la sécurité de la Ville sainte et espère que les pèlerins d'Europe orientale seront bientôt autorisés à se rendre aux Lieux saints.

M. RODRÍGUEZ FABREGAT (Uruguay) déclare que les questions dont la Commission est saisie ont été discutées d'une manière complète lors de la 133ème séance plénière de l'Assemblée générale, au cours de laquelle le représentant de la France a proposé un amendement (document A/546) au projet de résolution fondé sur le rapport du Conseil de tutelle (document A/545). L'orateur relate la procédure suivie par l'Assemblée en ce qui concerne cet amendement et remarque que l'Assemblée a dû se hâter, sachant qu'elle devait résoudre l'ensemble du problème avant le 15 mai et régler le point précis en question avant le 9 mai 1948.

Le représentant de l'Uruguay rappelle qu'il a signalé, au cours de la 131ème séance, que, dans ses travaux, l'Assemblée se trouvait en présence d'une date limite et déclaré alors qu'il semblait injuste d'exiger de la présente session de l'Assemblée générale qu'elle obtienne dans un si court délai des résultats que l'on n'avait pu at-

Now they were facing a *fait accompli* aggravated by the violence and warfare in Palestine. They had given their sympathy and energies to establish a truce, an armistice and, if possible, final peace between the parties in Palestine. However, they had been told on 6 May that unless the Special Municipal Commissioner were named by 9 May, the Holy City would be imminently threatened. It was now 11 May, and he was pleased to note that some of the difficulties seemed to have been removed. He felt that the truce had been carried out in Jerusalem and that the question of the Holy City did not for the moment bother the Committee. He believed that the truce in the Holy City would be the first wedge in the establishment of a general truce in all of Palestine. The Committee had established a sub-committee at its 137th meeting to consider temporary solutions, but it was working in secret. The time factor had been taken into account in passing a resolution for a Special Municipal Commissioner before 9 May, and in the establishment of a special sub-committee. Now the Committee could continue its work normally and at a reasonable rate, and he considered that it would be more fruitful if the United States proposal were considered in full Committee. That conclusion was indicated by the experience of previous sub-committees. The First Committee was the natural organ of the General Assembly to consider that type of problem, it had the full membership of the General Assembly and its meetings were public.

He thought that if that matter were taken from the hands of the First Committee, a much more urgent situation would arise when the sub-committee's report was debated. What could the Trusteeship Council offer the Committee in addition to the work it had already done? The General Assembly was now forgetting that previous work and asking the Trusteeship Council to supply new measures.

Mr. PARODI (France) said that he agreed with the representative of Poland on many points. The Committee had lost a lot of time, 15 May was near and they did not have the instrument which he had hoped they would be able to set up for Jerusalem.

He had felt that they should have been able to have a small force on the spot which would represent the authority of the United Nations more eloquently than resolutions. The proposed sub-committee would have to ask itself whether, in view of the brief time at their disposal, it was still possible to do anything, and in reconsidering the various proposals, would have to work in a great hurry. The French delegation reserved

teindre au cours des cinq mois écoulés depuis que l'Assemblée a pris sa résolution du 29 novembre 1947. Maintenant l'Assemblée se trouve devant un fait accompli, situation qu'aggravent encore les actes de violence et l'état de guerre en Palestine. Elle a voué de tout cœur toute son énergie à la conclusion d'une trêve, d'un armistice, et si possible au rétablissement définitif de la paix entre les parties qui s'affrontent en Palestine. Toutefois, on lui a fait savoir le 6 mai que la Ville sainte serait menacée si on ne nommait pas avant le 9 mai le Commissaire municipal spécial. C'est aujourd'hui le 11 mai, dit-il, et il se rend compte avec plaisir que certaines des difficultés semblent avoir été éliminées. Il pense que la trêve à Jérusalem est effective et que la question de la Ville sainte ne constitue pas en ce moment un problème qui puisse inquiéter la Commission. M. Rodríguez Fabregat croit que la conclusion d'une trêve dans la Ville sainte constituera la première étape vers la conclusion d'une trêve générale applicable à l'ensemble de la Palestine. La Commission a constitué, au cours de sa 137ème séance, une Sous-Commission chargée d'envisager des solutions provisoires, mais cette Sous-Commission délibère en secret. L'Assemblée a tenu compte de l'élément temps en votant une résolution tendant à faire désigner un Commissaire municipal spécial avant le 9 mai et a constitué une Sous-Commission spéciale. La Commission peut maintenant poursuivre ses travaux normalement et à un rythme raisonnable, et, pense l'orateur, il serait plus profitable d'étudier en séance de commission la proposition des Etats-Unis. Cette conclusion s'appuie sur l'expérience acquise par les sous-commissions antérieures. La Première Commission est l'organe de l'Assemblée générale qualifié pour étudier ce genre de problème, car elle groupe tous les membres de l'Assemblée générale et ses séances sont publiques.

Le représentant de l'Uruguay estime que si l'on enlevait cette question à la Première Commission, la situation lors de la discussion du rapport de la Sous-Commission serait beaucoup plus critique. Que pourrait offrir le Conseil de tutelle à la Commission de plus que ce qu'il a déjà fait? L'Assemblée générale oublie maintenant l'œuvre passée du Conseil de tutelle et demande à celui-ci de lui indiquer de nouvelles mesures.

M. PARODI (France) déclare qu'il partage le point de vue du représentant de la Pologne sur de nombreux points. La Commission a perdu un temps précieux, car on n'est pas loin du 15 mai et elle ne dispose pas des moyens d'action que l'on escomptait lui voir constituer en ce qui concerne Jérusalem.

Le représentant de la France croyait que la Commission aurait disposé d'une force à effectifs réduits qui aurait affirmé l'autorité des Nations Unies bien mieux que ne le font des résolutions. La sous-commission proposée devra se demander si, compte tenu du peu de temps dont elle dispose, elle peut encore agir et devra procéder en grande hâte à un nouvel examen des diverses propositions. La délégation française se réserve le droit



its right to modify its own proposal (document A/546) taking into account the short time available. It seemed obvious that the provisional truce established in Jerusalem was fragile and could not be considered as a sufficient solution. He would be happy to envisage a peaceful development of the situation, but they must face the possibility that hostilities would continue, in which case Jerusalem, because of its position and symbolic character, might well become a battleground. The news in the papers that morning confirmed such fears.

He supported the establishment of a sub-committee because if the question of Jerusalem were considered in full Committee, the sub-committee dealing with the whole question of Palestine could not continue its work. He entertained considerable doubt about the proposed membership of the sub-committee. The reference of this question to a sub-committee identical in membership with the Trusteeship Council would cause exactly the same difficulties with which the Trusteeship Council had shown itself unable to cope. He therefore proposed an amendment to the United States proposal (document A/C.1/294) adding the representatives of Sweden, Brazil and Iran, if they would agree to co-operate in the work of the sub-committee.

Mr. GARCÍA GRANADOS (Guatemala) thought that the United States' proposal to establish a sub-committee composed of all the members of the Trusteeship Council would amount to a flagrant violation of the Assembly's resolution prescribing consideration by the First Committee or its subsidiary bodies<sup>1</sup>. The Assembly had made that recommendation after it had considered the Trusteeship Council's report and because the Council had been unable to do an effective job. The sub-committee should not be composed of any of the representatives on the Council. The representative of Guatemala also objected to the French proposal since it would make the sub-committee too large, without remedying the basic weakness of the United States draft. The sub-committee should have not more than five members.

Mr. RODRÍGUEZ FABREGAT (Uruguay) noted the strange practice by which the First Committee was delegating all its work to subsidiary bodies which adopted their own methods of work, including private meetings. Consequently all the Organization's work was subordinated to those bodies, which would serve only to assist the Committee in studying the technical details of specific proposals. Moreover the Assembly had requested the First Committee to study the prob-

de modifier sa proposition (document A/546) pour tenir compte des courts délais dont on dispose. Il semble évident que la trêve provisoire conclue pour Jérusalem peut être facilement rompue et ne peut être considérée comme une solution suffisante. L'orateur serait heureux de pouvoir envisager une évolution pacifique de la situation, mais il lui faut au contraire prévoir l'éventualité de la poursuite des hostilités, auquel cas Jérusalem, en raison de sa situation et de son caractère de symbole, pourrait bien se transformer en champ de bataille. Les nouvelles parues le matin dans les journaux semblent confirmer ces craintes.

M. Parodi appuie la création d'une sous-commission car, dit-il, si la question de Jérusalem était étudiée en commission plénière, la sous-commission chargée de l'examen de la question de Palestine dans son ensemble ne pourrait pas poursuivre ses travaux. Il n'est pas du tout satisfait de la composition prévue de la sous-commission. Le renvoi de la question devant une sous-commission composée des mêmes membres que le Conseil de tutelle soulèverait exactement les mêmes difficultés que le Conseil de tutelle s'est vu incapable de résoudre. Aussi, M. Parodi propose-t-il un amendement à la proposition des Etats-Unis (document A/C.1/294), tendant à adjoindre aux membres de la sous-commission les représentants de la Suède, du Brésil et de l'Iran, si ces derniers acceptent de collaborer aux travaux de la sous-commission.

M. GARCÍA GRANADOS (Guatemala) estime que, en adoptant la proposition des Etats-Unis d'Amérique tendant à instituer une sous-commission composée de tous les membres du Conseil de tutelle, l'on commettrait en fait une violation flagrante de la résolution<sup>1</sup> de l'Assemblée, en date du 26 avril, aux termes de laquelle la question doit être examinée par la Première Commission ou ses organes subsidiaires. L'Assemblée a fait cette recommandation après avoir examiné le rapport du Conseil de tutelle, et parce que le Conseil n'a pu obtenir de résultats satisfaisants. La sous-commission ne devrait comprendre aucun des représentants au Conseil de tutelle. Le représentant du Guatemala s'élève aussi contre la proposition française qui, à son avis, rendrait la sous-commission trop nombreuse, sans obvier à l'inconvénient fondamental du projet des Etats-Unis. La sous-commission ne devrait pas être composée de plus de cinq membres.

M. RODRÍGUEZ FABREGAT (Uruguay) souligne l'étrangeté de la méthode suivie par la Première Commission qui délègue toutes ses fonctions à des organes subsidiaires, lesquels adoptent des méthodes de travail particulières, tenant notamment des séances privées. Tous les travaux de l'Organisation se trouvent donc subordonnés à ces organes, alors que ceux-ci devraient se contenter d'aider la Commission en étudiant les détails techniques de propositions concrètes. D'autre

<sup>1</sup> See *Official Records of the second special session of the General Assembly*, Supplement No. 2, resolution 187 (S-2).

<sup>1</sup> Voir les *Documents officiels de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale*, Supplément No 2, résolution 187 (S-2).

lem itself and Mr. Rodríguez Fabregat believed that the United States proposal might paralyse the work of the Committee since it would prevent all delegations from taking part in the discussion.

Mr. SAYRE (United States of America) said he would accept the amendment presented by the representative of France.

Mr. PARODI (France) did not agree with the objection of the representative of Guatemala. He believed that, in view of the short time at the disposal of the Committee, the experience of the members of the Trusteeship Council would be invaluable to the proposed sub-committee.

Mr. ELIASH (Jewish Agency for Palestine) believed that when the representative of France had first proposed at the 121st meeting (document A/C.1/280) that measures be taken for the protection of Jerusalem and its inhabitants, it had been understood that this problem should be considered independently of the city's future government. However, that immediate problem seemed to some extent to have been resolved by the action of the Red Cross, the negotiations for a truce for Jerusalem as a whole, and the opening of the road for supplies. Now the most urgent question was that of the city's future government.

The decision that Jerusalem should not be included in either the Jewish or the Arab States had been due to the recognition of the universal importance of that city and the feeling that it belonged to the civilized world as a whole. Now there were only three days before the withdrawal of the British authorities in Jerusalem and it would be of very little use to take measures for the protection of the city unless such measures included the preservation of law and order. Indeed, law and order could not be maintained unless there was a central legislative authority, and courts with the means of enforcement. To establish such an administration it was necessary to make financial arrangements.

In short, unless provisions were taken to set up a complete administrative apparatus such as was envisaged in the resolution of 29 November and elaborated in the statutes provided by the Trusteeship Council (document A/541), it would be difficult to establish peace and security in Jerusalem. In accordance with the resolution of 26 April, the Trusteeship Council had endeavoured to find a solution on the basis of consultations with the Mandatory Power and the interested parties. The Jewish Agency had never considered that it possessed any right of veto and had not raised any basic objection to any of the seven subjects discussed by the Trusteeship Council. He described the Agency's attitude on various subjects and proposals in the Council and wondered whether the exclusion from the United States proposal of any provision

part, l'Assemblée a demandé à la Première Commission d'étudier elle-même le problème et M. Rodríguez Fabregat estime que la proposition des Etats-Unis risque de paralyser les travaux de la Commission, en empêchant de nombreuses délégations de prendre part à la discussion.

M. SAYRE (Etats-Unis d'Amérique) accepte l'amendement introduit par le représentant de la France.

M. PARODI (France) conteste le bien-fondé de l'objection soulevée par le représentant du Guatemala. Il estime qu'étant donné le peu de temps dont dispose la Commission, les membres du Conseil de tutelle apporteraient, par leur expérience, un concours très précieux à la sous-commission dont la création est envisagée.

M. ELIASH (Agence juive pour la Palestine) croit se souvenir que, lorsque le représentant de la France a proposé pour la première fois, au cours de la 121<sup>ème</sup> séance (document A/C.1/280), que des mesures soient prises pour la protection de Jérusalem et de ses habitants, il avait été entendu que ce problème serait examiné indépendamment de la question du gouvernement futur de la ville. Or, ce problème immédiat semble avoir été résolu, dans une certaine mesure, par l'intervention de la Croix-Rouge, les négociations en vue d'une trêve applicable à l'ensemble de Jérusalem et l'ouverture de la route pour laisser entrer les vivres. La question la plus urgente est maintenant celle du futur gouvernement de la ville.

La décision de ne faire entrer Jérusalem ni dans l'Etat juif ni dans l'Etat arabe a été prise en raison de la signification, universellement reconnue, qu'a cette ville et avec le sentiment qu'elle appartient au monde civilisé tout entier. Dans trois jours, les autorités britanniques quitteront Jérusalem, et il serait à peu près vain de prendre des mesures pour la protection de la ville, si l'on n'assure, par là, le maintien de l'ordre et le respect de la loi. Or, on ne saurait maintenir l'ordre et faire respecter la loi que s'il existe une autorité législative centrale et des tribunaux ayant les moyens de faire appliquer leurs décisions. Pour établir une telle administration, il est indispensable de prendre des dispositions financières.

En somme, si des dispositions ne sont pas prises, pour établir un appareil administratif complet tel que celui qui est envisagé dans la résolution du 29 novembre et précisé dans les statuts proposés par le Conseil de tutelle (document A/541), il sera difficile de faire régner la paix et la sécurité à Jérusalem. Conformément à la résolution du 26 avril, le Conseil de tutelle s'est efforcé de trouver une solution, en prenant l'avis de la Puissance mandataire et des parties intéressées. L'Agence juive n'a jamais considéré qu'elle possédât un droit de veto et n'a jamais élevé d'objections absolues au sujet d'aucun des sept points discutés par le Conseil de tutelle. M. Eliash rappelle l'attitude adoptée par l'Agence juive à l'égard de plusieurs questions et propositions discutées au Conseil et demande si l'on a exclu de la proposition des Etats-Unis toutes dispositions prévoyant

for consultation with the two interested parties had been made on the grounds that they were too obdurate. He urged that there should be no consideration of the problem of Jerusalem's future without consultation with the representatives of its large community of Jews who were carrying the main burden of its defence and food supply.

Jamal Bey HUSSEINI (Arab Higher Committee) said that his delegation also had never conceived that it possessed a right of veto, but had always believed that the United Nations would reach its decision on the basis of consultation. He pointed out that the Arab Higher Committee had, in general, accepted the Security Council provisions for a truce over all of Palestine; it was the refusal of the Jewish authorities that had prevented a truce all over Palestine. Certainly the Arab Higher Committee had stated its objections to some proposals of certain members of the Trusteeship Council because they tended towards application of the partition plan.

Mr. TSARAPKIN (Union of Soviet Socialist Republics) said that the United States draft resolution as amended by the representative of France was much the same as the Assembly's resolution of 26 April in which it had recommended that the Trusteeship Council propose measures for the protection of Jerusalem. It was well known that the Council had spent eight days discussing the problem and that it had been unable to decide upon measures to be taken. The United States proposal would only waste time since the sub-committee would be nothing other than the Trusteeship Council in a new guise.

The question of the trusteeship of Jerusalem had been raised by the United States in the Trusteeship Council but had failed to obtain the necessary support. Such a proposal was absolutely improper since it was contrary to the resolution of 29 November. Nevertheless, the United States was against putting forward the idea on the grounds that time was running out and that it was essential to make some provision for the city's administration. Yet, the urgent question was not a regime for Jerusalem, which was provided for in the partition plan, but the measures which should be taken for the city's protection. Mr. Tsarapkin believed that that problem should not be referred to a sub-committee which would waste time and achieve nothing; it should be discussed immediately by the Committee itself. He could not accept a proposal that the discussion should be carried on *in camera* concealed from public opinion. It was strange that the Committee should be asked to vote upon a proposal which had only just been submitted. The delegation of the Union of Soviet Socialist Republics considered that the problem should be examined by the Committee itself and if there were agreement on matters of principle and on some measures to be taken, then it would be appropriate to establish subsidiary bodies for the elaboration of technical details.

que l'on prendra l'avis des deux parties intéressées, parce que celles-ci se seraient montrées trop intransigeantes. Le représentant de l'Agence juive insiste pour qu'on n'examine pas la question de l'avenir de Jérusalem sans consulter les représentants de sa population juive, qui contribue si largement à la défense de la ville et à son ravitaillement.

Jamal Bey HUSSEINI (Haut Comité arabe) déclare que sa délégation non plus n'a jamais revendiqué de droit de veto, mais qu'elle a toujours cru que l'Organisation des Nations Unies aboutirait à une décision par voie de consultations. Il fait observer que le Haut Comité arabe a, d'une façon générale, accepté les décisions du Conseil de sécurité en vue d'une trêve applicable à l'ensemble de la Palestine; c'est le refus des autorités juives qui a empêché l'application de cette trêve. Il est exact que le Haut Comité arabe a élevé des objections contre les propositions de certains membres du Conseil de tutelle parce que celles-ci tendaient à l'application du plan de partage.

M. TSARAPKINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) fait observer que le projet de résolution du représentant des Etats-Unis, modifié par le représentant de la France, est très voisin de la résolution de l'Assemblée en date du 26 avril, qui recommande au Conseil de tutelle de proposer des mesures pour la protection de Jérusalem. On sait fort bien que le Conseil a débattu la question pendant huit jours sans arriver à une décision. La proposition des Etats-Unis ne ferait que causer une perte de temps, car la sous-commission ne serait rien d'autre que le Conseil de tutelle sous une autre étiquette.

La question de régime de tutelle pour Jérusalem a été soulevée au Conseil de tutelle par le représentant des Etats-Unis, mais sa proposition n'a pas obtenu un appui suffisant. Cette suggestion est tout à fait hors de propos, car elle est en contradiction avec la résolution du 29 novembre. Néanmoins, les Etats-Unis reviennent sur ce projet car, disent-ils, le temps presse, et il est indispensable de prendre des mesures pour que la ville ait une administration. Or, ce qui est urgent, ce n'est pas de donner une administration à Jérusalem—cette question est réglée par le plan de partage—mais de prévoir les mesures propres à assurer la protection de la ville. M. Tsarapkin ne pense pas qu'il y ait lieu de renvoyer la question à une sous-commission qui ne ferait que perdre du temps et n'aboutirait à rien; la Commission elle-même doit s'en occuper sans délai. Il ne peut accepter la proposition visant à ce que la discussion soit menée à huis clos, à l'insu du public. Il est curieux que la Commission soit invitée à procéder à un vote sur une proposition qui vient à peine d'être présentée. La délégation de l'URSS estime que c'est à la Commission elle-même qu'il appartient d'examiner la question; si un accord intervient sur les questions de principe et sur certaines mesures à prendre, il conviendra de créer des organes subsidiaires chargés de s'occuper des détails techniques.



Mr. HOOD (Australia) sympathized with the doubts that had been expressed as to the value of referring the matter again to a subsidiary body of the First Committee. When the original proposal to refer the matter to the Trusteeship Council had been made, it had been argued that such a procedure was inappropriate. The Council had found it necessary to proceed, by and large, with the agreement of the parties. However, he pointed out that the proposed sub-committee would act differently from the Council in that it would not feel bound to defer unduly to the views of the parties. Consequently, the Australian delegation would support the United States draft resolution.

Mr. GARCÍA GRANADOS (Guatemala), although maintaining his opposition to the United States draft resolution, presented an amendment (document A/C.1/295) providing that the sub-committee be composed of Australia, France, Haiti, Mexico, Sweden, Union of Soviet Socialist Republics and United States of America. He explained that the purpose of that amendment was to guarantee neutrality while also utilizing the Trusteeship Council's experience. Furthermore, the size of the sub-committee was reduced, and the desire of the Assembly was met. He asked that the United States draft resolution be voted upon paragraph by paragraph. He also submitted a further amendment (document A/C.1/296) to the draft resolution providing for consultation with the interested parties.

Mr. RODRÍGUEZ FABREGAT (Uruguay), supported by Mr. CHARLES (Haiti), asked that the Committee vote first upon the principle of the sub-committee before deciding upon its composition. He pointed out that the first Guatemalan amendment was in fact related to the second paragraph of the United States draft resolution.

The CHAIRMAN ruled that the vote would be taken on the first paragraph of the United States draft resolution, as amended by the representative of France (document A/C.1/294), and then on the first five words of the second paragraph. The Committee would consider the first amendment proposed by Guatemala before it voted upon the second paragraph as a whole, and the final paragraph.

*A vote was taken by show of hands.*

*The first paragraph was adopted by 38 votes to none, with 5 abstentions.*

*The first five words of the second paragraph were adopted by 31 votes to 9, with 3 abstentions.<sup>1</sup>*

*The first Guatemalan amendment (document A/C.1/295) was rejected by 24 votes to 9, with 13 abstentions.*

*The remainder of the second paragraph was adopted by 35 votes to 1, with 11 abstentions.*

<sup>1</sup> The sub-committee established was Sub-Committee 10.

M. HOOD (Australie) se demande, lui aussi, s'il y aurait avantage à renvoyer la question une fois de plus à un organe subsidiaire de la Première Commission. Lorsqu'il a été proposé en premier lieu de saisir le Conseil de tutelle de la question, on a prétendu que cette procédure n'était pas régulière. Le Conseil a estimé qu'il fallait, tant bien que mal, poursuivre l'examen de la question avec l'accord des parties. Il fait observer, néanmoins, que l'activité de la sous-commission projetée serait différente de celle du Conseil car elle ne serait pas obligée de tenir trop rigoureusement compte des points de vue des parties. En conséquence, la délégation de l'Australie appuie le projet de résolution des Etats-Unis.

M. GARCÍA GRANADOS (Guatemala) tout en continuant à s'opposer au projet de résolution des Etats-Unis, présente un amendement (document A/C.1/295) prévoyant que la sous-commission sera composée des représentants de l'Australie, de la France, de Haïti, du Mexique, de la Suède, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et des Etats-Unis d'Amérique. Il explique que le but de cet amendement est d'assurer la neutralité, tout en tirant parti de l'expérience du Conseil de tutelle. D'autre part, l'effectif de la sous-commission est restreint et le désir exprimé par l'Assemblée se trouve ainsi satisfait. Il demande que le projet de résolution des Etats-Unis soit mis aux voix paragraphe par paragraphe. Il présente également un autre amendement (document A/C.1/296) au projet de résolution, prévoyant des consultations avec les parties intéressées.

M. RODRÍGUEZ FABREGAT (Uruguay), appuyé par M. CHARLES (Haïti), demande à la Commission de voter sur le principe de la création d'une sous-commission avant de décider de la composition de celle-ci. Il fait remarquer que le premier amendement présenté par le Guatemala porte en réalité sur le deuxième paragraphe du projet de résolution des Etats-Unis.

Le PRÉSIDENT décide que l'on votera d'abord sur le premier paragraphe du projet de résolution des Etats-Unis amendé par le représentant de la France (document A/C.1/294) et ensuite sur les cinq premiers mots du deuxième paragraphe. La Commission se prononcera sur le premier amendement du Guatemala avant de voter sur l'ensemble du deuxième paragraphe et le dernier.

*Il est procédé au vote à main levée.*

*Par 38 voix contre zéro, avec 5 abstentions, le premier paragraphe est adopté.*

*Par 31 voix contre 9, avec 3 abstentions, les cinq premiers mots du deuxième paragraphe sont adoptés<sup>1</sup>.*

*Par 24 voix contre 9, avec 13 abstentions, le premier amendement présenté par le Guatemala (document A/C.1/295) est rejeté.*

*Par 35 voix contre une, avec 11 abstentions, la suite du deuxième paragraphe est adoptée.*

<sup>1</sup> La sous-commission constituée est la Sous-Commission 10.

In reply to a question from the CHAIRMAN, Mr. SAYRE (United States of America) stated that he did not object to the second amendment proposed by the representative of Guatemala. However, he believed that the sub-committee would take no recommendations without consulting the interested parties. Thinking it would be for the sub-committee to determine the form of consultations, he preferred the original formulation and would abstain on the amendment.

*The second Guatemalan amendment (document A/C.1/296) was adopted by 22 votes to none, with 22 abstentions.*

*The final paragraph of the United States resolution was adopted by 39 votes to none, with 9 abstentions.*

The meeting rose at 12.55 p.m.

## HUNDRED AND THIRTY-NINTH MEETING

*Held at Lake Success, New York, on Thursday, 13 May 1948, at 5 p.m.*

*Chairman:* Mr. T. F. TSIANG (China).

### 25. Consideration of the report of Sub-Committee 10 (document A/C.1/298)

The CHAIRMAN said that the Committee had been convened to receive reports from Sub-Committees 9 and 10. He proposed that they take up the report from Sub-Committee 10 first.

Mr. KATZ-SUCHY (Poland) raised a point of order. Since the Committee was considering a matter of primary importance, he questioned whether they should start discussing a report which had just been received, without having an opportunity to study or even read it. He pointed out that he had been all day in another sub-committee and it was the first time he had seen the report. He believed that was the same for all members except those who had sat in Sub-Committee 10. He did not wish to bring up the requirement for twenty-four hours notice which was in rule 109 of the rules of procedure, but he thought that an immediate discussion in the circumstances would be impractical.

The CHAIRMAN stated that the necessities of the case required the Committee to proceed.

Mr. GROMYKO (Union of Soviet Socialist Republics) stated that his delegation had only received the report ten minutes before and had not yet been able to read or study it. In view of the importance of the Palestine question, all delegations, including the majority who were not in Sub-Committee 10, should have an opportunity to acquaint themselves with the document. Otherwise, it would be difficult to discuss

En réponse à une question du Président, M. SAYRE (Etats-Unis d'Amérique) déclare ne pas s'opposer au second amendement proposé par le représentant du Guatemala. Néanmoins, il pense que la sous-commission ne formulera pas de recommandation sans avoir consulté les parties intéressées. Il estime qu'il appartiendra à la sous-commission de déterminer sous quelle forme ces consultations seront menées; il préfère donc la première formule et s'abstiendra de voter sur l'amendement.

*Par 22 voix contre zéro, avec 22 abstentions, le second amendement présenté par la délégation du Guatemala (document A/C.1/296) est adopté.*

*Par 39 voix contre zéro, avec 9 abstentions, le dernier paragraphe du projet de résolution des Etats-Unis est adopté.*

La séance est levée à 12 h. 55.

## CENT-TRENTE-NEUVIEME SEANCE

*Tenue à Lake Success, New-York, le jeudi 13 mai 1948, à 17 heures.*

*Président:* M. T. F. TSIANG (Chine).

### 25. Examen du rapport de la Sous-Commission 10 (document A/C.1/298)

Le PRÉSIDENT déclare que la Commission s'est réunie pour examiner les rapports des Sous-Commissions 9 et 10. Il propose à la Commission de commencer par le rapport de la Sous-Commission 10.

M. KATZ-SUCHY (Pologne) soulève une question d'ordre. La Commission examine une question d'importance primordiale; aussi, M. Katz-Suchy doute-t-il qu'elle puisse aborder l'examen d'un rapport que ses membres viennent de recevoir et n'ont pas eu la possibilité d'étudier ni même de lire. Il souligne qu'il a lui-même passé toute la journée dans une autre sous-commission et que c'est la première fois qu'il voit ce rapport. Il est persuadé qu'il en va de même pour tous les membres de la Commission, sauf ceux qui ont participé aux travaux de la Sous-Commission 10. Il ne désire pas se prévaloir du délai de vingt-quatre heures exigé par l'article 109 du règlement intérieur, mais il estime que, dans les circonstances, une discussion immédiate serait impraticable.

Le PRÉSIDENT déclare que la situation de fait exige de la Commission qu'elle poursuive ses travaux.

M. GROMYKO (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare qu'il n'y a que dix minutes que sa délégation a reçu le rapport; elle n'a pas encore pu le lire ni l'étudier. Vu l'importance de la question de la Palestine, il faut donner à toutes les délégations, y compris celles, en majorité d'ailleurs, qui n'étaient pas représentées à la Sous-Commission 10, la possibilité de se familiariser avec ce document. Dans le cas